

(2)
(N° 133.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 5 JUIN 1934.

Rapport de la Commission de la Justice chargée d'examiner la demande d'autorisation de poursuites à charge de M. le Sénateur Lantmeeters.

Présents : MM. LIGY, président-rapporteur; COENEN, CROKAERT, DECLERCQ (J.), DE CLERCQ (J.-J.), DE SÉLYS-LONGCHAMPS, DISIÈRE, HÉNAULT, LEBON, LEGRAND et VAN FLETEREN.

MADAME, MESSIEURS,

Le 23 mars 1934, la gendarmerie d'Othée était prévenue par communication téléphonique qu'un accident de roulage venait de se produire à Wihogne. Deux gendarmes de la brigade se rendirent aussitôt sur place pour procéder aux premières investigations et y entendirent notre honorable collègue, M. Lantmeeters, son épouse, dame Reynders, un sieur Alt et deux autres personnes. Il résultait de leurs déclarations qu'une voiture automobile avec remorque stationnait sur un des côtés de la route de Liège à Tongres et qu'une autre voiture, venant de la direction de Liège vers Tongres, avançait rapidement pour la dépasser au moment où l'automobile, conduite par M. Lantmeeters et allant vers Liège, arrivait à proximité. M. Lantmeeters avait freiné; sa voiture avait dérapé, s'était placée en travers de la route et avait été tamponnée par l'auto que conduisait M. Alt, avec la conséquence que M. Lantmeeters et un occupant de la voiture de M. Alt, M. Engelman, avaient été blessés, le premier légèrement, le second plus sérieusement, et que les deux voitures étaient endommagées. Le 27 mars, à la demande du conseil de M. Engelman, ce dernier, fut entendu en sa déclaration. Le 28 mars, le conseil de M. Alt avait, de son côté, écrit à M. Lantmeeters que son client lui imputait la responsabilité de l'accident, ce qui amenait M. Lantmeeters à faire à M. le Commissaire de police de Genck, son domicile, une nouvelle déclaration dans laquelle il repoussait nettement cette prétention.

M. le Procureur du Roi de Liège, ayant reçu les procès-verbaux contenant les renseignements ci-dessus résumés, avertit, le 4 mai 1934, M. le Procureur Général qu'il se proposait, en vue d'établir à qui incombait la responsabilité pénale de l'accident, de requérir une instruction à charge des deux conducteurs, sur pied des articles 418 et 420 du Code pénal. Il ajoutait que, « vu la qualité de sénateur de M. Lantmeeters, il sollicitait des pouvoirs compétents, la levée de l'immunité parlementaire dont il bénéficie ».

Le 12 mai, M. le Procureur Général, se conformant aux instructions de M. le Ministre de la Justice en date du 10 avril 1913, 3^e Dir. gén., litt. P, n^o 37069, transmet la demande à M. le Président du Sénat en disant : « J'estime, avec M. le Procureur du Roi de Liège, qu'il conviendrait qu'une instruction soit ouverte à charge des personnes en cause afin d'établir les responsabilités pénales de l'accident » et en demandant, conformément à l'article 45 de la Constitution, l'autorisation de poursuivre, pendant la durée de la session, M. Lantmeeters, précité, membre du Sénat.

C'est sur cette demande, renvoyée pour rapport à la Commission de la Justice, que celle-ci soumet au Sénat ses conclusions.

La question à résoudre doit être examinée sous un double aspect : au point de vue de l'intérêt social, qui exige que les auteurs responsables d'infractions soient punis et aussi, au point de vue de l'intérêt public supérieur, qui veut que la liberté personnelle d'un mandataire de la Nation soit sauvegardée pendant la durée de la session.

Si la demande de M. le Procureur Général près la Cour de Liège, fondée sur les nécessités de l'instruction, se comprend, il convient de signaler, toutefois, sans rien préjuger quant aux responsabilités encourues, qu'au point de vue pénal, les faits, très heureusement, ne paraissent pas revêtir grande importance, qu'il n'y a aucun péril en la demeure, que pour quelques semaines le Sénat a grande besogne et qu'il serait inopportun de le priver de la collaboration d'un de ses membres.

« Le principe de l'article 45 de la Constitution, écrit M. Beltjens, dans son commentaire de la Constitution (page 355, col. I, al. 2) est la conséquence directe du droit de la Nation de pouvoir manifester librement sa volonté, par l'organe de ses mandataires élus. S'il n'existait pas, on pourrait, comme le dit Rossi, emprisonner un député, non parce qu'il a fait une chose qui mérite l'emprisonnement, mais, aujourd'hui, pour l'empêcher de voter, demain pour l'empêcher de parler. »

Et le savant auteur ajoute (n^o 3, col. 2, al. 2) : « La prérogative accordée aux membres des deux Chambres est moins une faveur personnelle qu'une garantie constitutionnelle, qui a pour but d'assurer la liberté des mandataires de la Nation et l'accomplissement de leur mandat. »

Il ne s'agit, en l'espèce, ni d'emprisonner, préventivement ou autrement, notre honorable collègue; mais sa qualité de sénateur interdit que, sans autorisation, on le soumette à des interrogatoires, ou qu'on décerne contre lui n'importe quel mandat.

Voici ce que l'auteur cité dit à ce sujet (*loco citato*, n^o 4) :

« La qualité de représentant ou de sénateur ne suspend pas les actes qui tendent à constater l'infraction ou à recueillir les charges, tels que les procès-verbaux d'information, l'audition des témoins, les vérifications et expertises, mais elle arrête la poursuite personnelle. En conséquence, l'inculpé ne peut être soumis ni à un interrogatoire ni à une visite domiciliaire, aucun mandat ne peut être décerné contre lui et il ne peut être traduit devant la juridiction répressive sans autorisation préalable ».

A moins qu'il ne s'agisse d'infractions graves, intéressant l'ordre public et l'intérêt général, la règle doit être de refuser l'autorisation de poursuivre. Elle a toujours été suivie par le Sénat.

Le 15 décembre 1910, l'honorable M. Defuisseaux était prévenu de délit de chasse. Le 12 mars 1911, la Commission de la Justice, à l'unanimité, fut d'avis

de ne pas accorder l'autorisation de poursuivre (Document n° 45 de la session 1910-1911). Le Sénat se rallia à son avis.

Décision analogue, en 1911, au sujet d'une demande de poursuites formulée à l'occasion d'une contravention au règlement provincial du 14 juillet 1907 relatif à la taxe des automobiles, constatée à charge de M. le Sénateur Alexandre Braun. La Commission de la Justice avait, le 14 mars 1911, conclu, à l'unanimité de ses membres, au refus d'autorisation. (Document n° 43 de la session de 1910-1911). Le Sénat ratifia les conclusions de la Commission.

En 1913, M. le Baron de Mévius avait été prévenu de blessures par imprudence. Le 20 juin 1913 (Document n° 94 de la session 1912-1913), la Commission de la Justice, à l'unanimité des membres présents, proposa de ne pas accorder l'autorisation de poursuivre sollicitée par le Parquet de Liège. Cette proposition fut adoptée.

En 1922 et 1923, des cas plus graves se présentèrent; la solution fut différente.

Pour l'un d'eux, il s'agissait, d'après la prévention, d'outrages à des officiers et agents de police judiciaire et de provocation à commettre le délit de bris de clôture; pour l'autre, la prévention visait une infraction aux articles 66, 67, 227, 233, 234 et 406 du Code pénal. Sur conclusions conformes de la Commission de la Justice (Documents nos 138 de la session de 1921-1922 et 220 de la session de 1922-1923), le Sénat accorda, dans les deux cas, la levée de l'immunité parlementaire.

Des membres ont émis l'opinion qu'à notre époque et pour une infraction dont les conséquences, au point de vue des dommages causés, pouvaient être importantes, il était important de laisser la justice suivre son cours normal. Cette opinion n'a pas prévalu. Hors le temps de session, la poursuite se continuera normalement. Il n'est pas à présumer que la session se prolonge et nulle prescription ne doit être envisagée. La majorité fut d'avis de ne pas faire droit à la demande de poursuites au cours de la session.

Par 6 voix contre 5, elle a l'honneur de proposer au Sénat de ne pas lever, dans l'espèce, l'immunité parlementaire.

Le Président-Rapporteur,
A. LIGY.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 5 JUNI 1934.

Verslag van de Commissie van Justitie, belast met het onderzoek van de vraag tot machtiging van rechtsvervolgung ten laste van Senator Lantmeeters.

Aanwezig : De heeren LIGY, voorzitter-verslaggever; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ (J.), DE CLERCQ (J.-J.), DE SÉLYS LONGCHAMPS, DISIÈRE, HÉNAULT, LEBON, LEGRAND en VAN FLETEREN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op 23 Maart 1934 kreeg de rijkswacht te Othée telefonisch bericht dat een verkeersongeval zich had voorgedaan te Wihogne. Twee gendarmen van de brigade begaven zich onmiddellijk ter plaatse om de eerste vaststellingen te doen en ondervroegen onze geachten collega den heer Lantmeeters, zijn echtgenoot, Mevr. Reynders, een zekeren heer Alten twee andere personen. Uit hun verklaringen bleek dat een auto met aanhangwagen zich langs een der zijden van de baan Luik-Tongeren bevond en dat een ander rijtuig, komende uit de richting Luik naar Tongeren snel reed om haar voorbij te steken op het oogenblik dat de auto, bestuurd door den heer Lantmeeters, die naar Luik reed, naderde. De heer Lantmeeters had geremd; zijn rijtuig was geslipt, was dwars over den weg gaan staan, en was aangereden geworden door de auto die de heer Alt bestuurde, met het gevolg dat de heer Lantmeeters en een inzittende uit het rijtuig van den heer Alt, de heer Engelman, de eerste licht en de andere zwaarder gewond werden, en dat beide rijtuigen werden beschadigd. Op 27 Maart werd de heer Engelman, op verzoek van zijn raadsman, gehoord in zijn verklaring. Op 28 Maart had de raadsman van den heer Alt, van zijn kant, aan den heer Lantmeeters geschreven dat zijn client hem de verantwoordelijkheid van het ongeval weet, wat den heer Lantmeeters er toe bracht bij den politiecommissaris van Genk, zijn domicilie, een nieuwe verklaring af te leggen waarin hij deze bewering uitdrukkelijk ontkende.

Toen de Procureur des Konings te Luik de processen-verbaal had ontvangen met de hierboven samengevatte inlichtingen, deelde hij op 4 Mei 1934 den Procureur-Generaal mede dat hij zich voornam, ten einde de strafrechtelijke verantwoordelijkheid voor het ongeval vast te stellen, onderzoek te vorderen ten laste van beide bestuurders, op grond van de artikelen 418 en 420 van het Strafwetboek. Hij voegde er aan toe dat hij « gezien de hoedanigheid van senator van den heer Lantmeeters, van de bevoegde machten de opheffing vroeg van de parlementaire onschendbaarheid waarvan hij geniet ».

Op 12 Mei, maakte de Procureur-Generaal, zich gedragende naar de voorschriften van den Minister van Justitie dd. 10 April 1913, 3^e Alg. Bestuur,

litt. P., n^r 37069, de aanvraag over aan den Voorzitter van den Senaat, zeggende: « Ik oordeel, met den Procureur des Konings te Luik, dat het zou passen dat er een onderzoek worde ingesteld ten laste van de betrokken personen ten einde de strafrechterlijke verantwoordelijkheid van het ongeval vast te stellen, » en, overeenkomstig artikel 45 van de Grondwet om toelating verzoekende om, tijdens den duur van de zitting, den heer Lantmeeters, voornoemd, lid van den Senaat, te vervolgen.

Het is over dit verzoek, dat voor verslag werd verwezen naar de Commissie van Justitie, dat deze aan den Senaat hare besluiten voorlegt.

Het op te lossen vraagstuk dient beschouwd van een dubbel standpunt : in opzicht van het sociaal belang, dat eischt dat de verantwoordelijke overtredders worden gestraft, ook in opzicht van het hooger openbaar belang dat eischt dat de persoonlijke vrijheid van een mandataris van de natie worde gevrijwaard tijdens den duur van de zitting.

Indien het verzoek van den Procureur-Generaal bij het Hof van Luik, steunend op de noodwendigheden van het onderzoek, zich laat begrijpen, dient er nochtans op gewezen dat op strafrechterlijk gebied de feiten gelukkig niet van groot belang blijken te zijn, dat niets dringt, zonder vooraf te oordeelen over de opgelopen verantwoordelijkheid, dat het ongepast zou zijn, nu de Senaat eenige weken druk te werken heeft, hem de medewerking van een zijner leden te ontnemen.

« Het beginsel van artikel 45 van de Grondwet, schrijft de heer Beltjens in zijn commentaar op de Grondwet (blz. 355, 1^e kol., al. 2) is het rechtstreeksche gevolg van het recht van de Natie vrij haar wil te kunnen uiten door het orgaan van haar verkozen mandatarissen. Indien het niet bestond zou men, zooals Rossi zegt, een afgevaardigde kunnen gevangen nemen, niet omdat hij iets deed dat de gevangzetting wettigt, maar vandaag om hem te beletten te stemmen, en morgen om hem te beletten te spreken. »

En de geleerde auteur voegt er aan toe (n^r 3, kol. 2, al. 2) : « Het voorrecht aan de leden van beide Kamers verleend is minder een persoonlijke gunst dan een grondwettelijke waarborg, die er toe strekt de vrijheid der mandatarissen van de Natie en de uitvoering van hun mandaat te verzekeren. »

Het gaat er hier niet om onzen geachten collega preventief of anders gevangen te zetten; doch zijn hoedanigheid van senator verbiedt dat hij zonder machtiging zou verhoord of dat welkdanig mandaat tegen hem zou uitgevaardigd worden.

Ziehier wat genoemde auteur daarover zegt (*loco citato*, n^o 4) :

« De hoedanigheid van volksvertegenwoordiger of senator schorst de handelingen niet die beoogen de overtreding vast te stellen of bezwaren in te zamelen, zooals de processen-verbaal van inlichting, het hooren van getuigen, het onderzoek naar de echtheid en de expertises; doch zij staakt de persoonlijke vervolging. Bijgevolg mag de verdachte niet worden onderworpen aan een verhoor of aan een huiszoeking, geenerlei mandaat mag tegen hem uitgevaardigd worden en hij mag niet voor de strafrechtbank worden gedaagd zonder voorafgaandelijke machtiging. »

Tenzij het om ernstige overtredingen gaat, die de openbare orde en het algemeen belang betreffen, moet als regel gelden dat machtiging tot vervolging wordt geweigerd. Hij werd steeds door den Senaat gevolgd.

Op 15 December 1910 werd de geachte heer Defuisseaux beschuldigd van jachtmisdrijf. Op 12 Maart 1911 oordeelde de Commissie van Justitie eenparig

de machtiging tot rechtsvervolging niet toe te staan. (*Stuk*, n^r 45, zitting 1910-1911). De Senaat sloot zich bij die meening aan.

Eensluidend besluit, in 1911, wat betreft een verzoek tot rechtsvervolging ter gelegenheid van een overtreding van het provinciaal reglement van 14 Juli 1907 over de taxe op de autos, vastgesteld ten laste van Senator Alexander Braun. De Commissie van Justitie had op 14 Maart 1911 eenparig tot weigering der machtiging besloten. (*Stuk*, n^r 43, zitting 1910-1911). De Senaat sloot zich aan bij de besluiten der Commissie.

In 1913 werd baron de Mévius beschuldigd van verwondingen door onvoorzichtigheid. Op 20 Juni 1913 (*Stuk*, n^r 94, zitting 1912-1913), stelden de aanwezige leden der Commissie van Justitie eenparig voor de toelating tot rechtsvervolging door het Parket van Luik gevraagd, niet te verleen. Dit voorstel werd aangenomen.

In 1922 en 1923 deden zich ergere gevallen voor; de oplossing was verschillend.

Voor het eene goldt het volgens de beschuldiging belediging van ambtenaren en bedienden der rechterlijke politie en aanzetting het delict van verbreking van afsluiting te bedrijven; voor het andere bedoelde de beschuldiging een inbreuk op artikelen 66, 67, 227, 233, 234 en 406 van het Strafwetboek. Op eensluidend besluit der Commissie van Justitie (*Stukken*, n^{rs} 138, zitting 1921-1922 en 220, zitting 1922-1923), verleende de Senaat voor beide gevallen opheffing van de Parlementaire onschendbaarheid.

Sommige leden hebben de meening uitgedrukt dat het in onzen tijd en voor een overtreding wier gevolgen, ten opzichte der veroorzaakte schade, aanzienlijk zouden kunnen zijn, van belang was het gerecht zijn normalen gang te laten gaan. Deze meening had niet de bovenhand. Buiten den zittingstijd zal de rechtsvervolging normaal voortgaan. Men verwacht niet dat de zitting zal verlengd worden en geenerlei verjaring dient overwogen te worden. De meerderheid meent niet te moeten ingaan op het verzoek tot rechtsvervolging tijdens de zitting.

Met 6 tegen 5 stemmen heeft zij de eer aan den Senaat voor te stellen, in dit geval, de parlementaire onschendbaarheid niet op te heffen.

De Voorzitter-Verslaggever,
A. LIGY.